



## Fonction publique, pour nos revendications, tous·tes mobilisé·es cette semaine!

Le gouvernement Barnier n'est plus. Mais il y a fort à parier que les orientations austéritaires risquent de revenir dans l'esprit de certains, et cela sans beaucoup attendre.

Pour établir un rapport de force favorable vis-à-vis du futur gouvernement et de ses décisions budgétaires, la fonction publique continue sa mobilisation ! Alors que les gouvernements précédents ont laissé exploser la dette publique à force de contournement par les sociétés de l'impôt et des cotisations sociales, il nous faut envoyer un message clair, ce n'est pas aux agent·es de payer une dette dont elles et ils ne sont pas responsables.

### Jours de carence, indemnités maladie: la menace est toujours là.

Les trois jours de carence et la baisse de l'indemnité maladie sont des obsessions d'une partie de la classe politique, notamment au Sénat. Il est donc à craindre que tous·tes les agent·es se voient de nouveau menacé·es d'être sanctionné·es car malades, et ceci dès la présentation d'un nouveau budget.

Preuve que la partie n'est que remise : ce n'est que la veille pour le lendemain que la direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP) s'est résolu à retirer de l'ordre du jour d'un conseil commun de la fonction publique un projet de décret appliquant la baisse de rémunération des arrêts maladie pour les contractuel·les.

### Augmentez les salaires, pas les actionnaires!

Après une année salariale blanche en 2024, Solidaires Fonction Publique considère qu'il y a urgence à augmenter les salaires des agent·es.

Ainsi nous revendiquons:

- des mesures salariales générales par l'attribution d'un nombre supplémentaire et identique de points d'indices pour tous·tes, à minima de 85 points supplémentaires
- une revalorisation significative de la valeur du point d'indice

### Arrêt des suppressions de postes !

Dans la logique de faire payer aux uns ce qui a été offert aux autres, le PLF 2025 incluait un nombre significatif de suppression de poste dans la fonction publique. C'est donc un sujet de vigilance et là aussi les agent·es démontreront, que c'est assez, qu'on ne peut pas faire ne serait ce qu'autant avec toujours moins de moyens, notamment en terme de personnel.

La censure du gouvernement Barnier et le rejet des PLFSS et PLF n'offrent qu'un répit aux travailleurs·euses des services publics.

**Après le succès de la grève du 5 décembre, continuons la mobilisation, notamment le 12 décembre!**